African Rights met en cause le rôle des soldats français

Jean Chatain

L'Humanité, 7 avril 1998

LE Rwanda entamait vendredi dernier une semaine nationale de deuil pour commémorer le quatrième anniversaire du génocide de 1994. Cette première journée a été marquée par la visite du vice-président et ministre de la Défense, Paul Kagamé, à Karubamba dans la préfecture du Mutara (nord-est), où il a présidé aux cérémonies d'inhumation des restes de plus de 5.000 victimes du génocide.

La semaine de deuil est commémorée chaque année au Rwanda depuis 1994, entre le 1er et le 7 avril, jour du début des massacres planifiés.

Cette dernière journée nationale de deuil est choisie pour enterrer des dépouilles de victimes dans un site différent chaque année, mais toujours retenu pour son c"té symbolique.

Cette année, la cérémonie aura lieu à Bisesero, en préfecture de Kibuye (ouest).

Cette préfecture était traditionnellement, avant 1994, une des régions où la densité de Tutsi était la plus importante. « *Un mémorial de la résistance au génocide doit être érigé à cet endroit, car des Tutsi y ont résisté aux criminels interahamwe* », annonce un communiqué du ministre de la Jeunesse et des Sports, Jacques Bihozagara, chargé de l'organisation de ces manifestations.

L'organisation de défense des droits de l'homme en Afrique, African Rights, a mis directement en cause le rôle des soldats français de l'opération Turquoise qui, selon elle, ont favorisé le massacre de Tutsi par les Hutu interahamwe. African Rights écrit que les soldats français ont refusé de prêter assistance aux 2.000 rescapés de Bisesero et ont ainsi favorisé de nouveaux massacres. L'organisation précise que ces mêmes soldats n'ont rien fait contre les auteurs des massacres et qu'ils avaient même avec eux « *de nombreuses conversations* ».

African Right cite par ailleurs une rescapée, Léoncie Nyiramugwera : « *Ces Français nous ont demandé si nous voulions rester avec eux ou si nous voulions aller dans la zone du FPR. Tous les gens ont choisi cette zone. Les soldats français se sont alors fâchés et ils ont arrêté de nous donner à manger.* »

« *A la fin du mois de juin, il ne restait plus que quelque 2.000 personnes émaciées encore en vie* » à Bisesero, indique African Rights. « *Ces quelques survivants se risquèrent à sortir de leur cachette pour demander de l'aide à des soldats français en reconnaissance qui passaient par là en voiture le 26 juin dans le cadre de l'opération Turquoise. (...) Les soldats français promirent qu'ils reviendraient trois jours plus tard. Entre-temps, les tueurs, qui avaient assisté à la rencontre entre les survivants et les soldats français, résolurent de détruire les preuves de leurs crimes. Ils tuèrent près de 1.000 réfugiés avant le retour des Français.* »

« *La décision des soldats français de laisser là 2.000 personnes terrifiées Ä qui les suppliaient de les aider Ä est inexcusable, conclut l'association. Les soldats avaient des véhicules, du matériel de communication et, aspect le plus important de tous, ils avaient des armes. Il est difficile de comprendre pourquoi, après avoir été informés de la gravité de la situation, ils n'avaient pas laissé derrière eux quelques soldats qui auraient pu protéger les réfugiés pendant qu'ils allaient chercher des renforts ou, par ailleurs, d'imaginer pourquoi il leur a fallu trois jours pour revenir, étant donné la superficie de ce petit pays.* »